



Les 6^{èmes} Journées Scientifiques Internationales sur

l'Entrepreneuriat

Thème :

L'Entrepreneuriat:

Opportunités, contexte et mise en œuvre



Evidence de l'Entrepreneuriat Féminine Issue de la
Migration-Retour des Algériens.

Nom & Prénom : Samir DJELTI

Grade : Maitre Assistant A

Université : Université de Mascara

N° Téléphone : 045804166

Email : samirecodjelti@yahoo.fr

Nom & Prénom : Fayçal MOKHTARI

Grade : Directeur du Laboratoire Management
des collectivités

Université : Université de Mascara

N° Téléphone : 045804166

Email : mokhtarifaycal@gmail.com



Abstract

- L'objectif de ce papier est de mesurer l'entrepreneuriat des émigrées algériennes ainsi que l'analyse de ses déterminants en Algérie. Dans un premier temps nous allons présenter une revue de littérature sur la migration et l'entrepreneuriat ainsi que les travaux empiriques sur le sujet. Dans le second temps, nous allons explorer une base de données que nous avons réalisé en décembre 2013 sur 800 étudiants afin de mesurer la taille des femmes algériennes espérant émigrer afin de revenir et entreprendre en Algérie.

Mots clés : Femmes, Migration, Entrepreneuriat.

Classification JEL: F22, L26.





Introduction :

Comme nous l'avons signalé dans l'introduction, il est connu que les économistes optimistes sont les premiers à parler de la migration retour, sauf que, c'est au compte de la nouvelle économie de la migration du travail que revient le rôle important de la migration retour dans le développement des pays d'origine. Durant les années 1960 et 1970, le non-retour des étudiants qui ont terminé leurs études à l'étranger prenait une grande préoccupation dans la littérature économique. L'article classique de Adams (1968), où il met l'accent sur les effets néfastes du non-retour des étudiants sur les économies des pays d'origine, est parmi les premières idées qui ont déclenché l'étude du phénomène de la migration de retour et son impacte sur les pays d'origine.

Dans le même sens, après avoir démontré les effets négatifs de la fuite des cerveaux sur les pays d'origine, Bhagwati et Partington dans leur article 'Taxing the Brain Drain' (1976) ont suggéré la nécessité de l'imposition d'une taxe spéciale imposée sur les étudiants restants et travaillant à l'étranger qui est collectée par le gouvernement du pays développé et remise aux pays d'origine. Cette taxe a pour fin la contrebalance des effets néfastes de la migration sur le développement des pays d'origine.



I- Revue de la littérature :

Certaines des théories¹ en faveur du Brain Gain² ont souligné la « Re-migration » qui désigne le processus d'une autre migration ainsi que le transfert des connaissances et des compétences vers leurs pays d'origine. Bucovetsky (2003) a examiné la façon dont la « Fuite des cerveaux » (ou autrement expliqué par le non retour des étudiants aux pays d'origine) peut réduire l'incitation du gouvernement à imposer des taxes sur le capital humain, cette libéralisation d'éducation aura, à son tour un effet bénéfique sur la formation du capital humain et la croissance de la production dans le pays d'origine. En ce qui concerne la décision de retour des émigrés ou bien la décision de la Re-migration, plusieurs modèles théorique ont été fournis, nous allons présenter les trois grandes théories d'entre eux (Dustman, Cassarino) :

Si nous prenons l'exemple de l'étude de Dustman (2001), il a considéré que les décisions de migration et de retour des individus, comme étant formé dans un modèle du cycle de vie de la migration à long terme. Selon lui, Les intentions initiales de la durée de séjour dans le pays d'accueil jouent un rôle important dans les décisions d'éducation prises par les migrants à l'étranger. D'après l'économiste, ceux qui vont à l'étranger avec une intention initiale d'un séjour plus long, ont tendance à investir dans un capital humain spécifique au pays d'accueil. Le capital humain spécifique peut être moins pertinent pour les besoins immédiats du pays d'origine ce qui tend à renforcer leur intention initiale du long séjour à l'étranger. Par contre, ceux qui planifient un séjour plus court à l'étranger, tendent à accumuler moins de capital humain spécifique dans le pays d'accueil ce qui fait qu'il existe plus de chances pour eux de retourner à leurs pays natal.

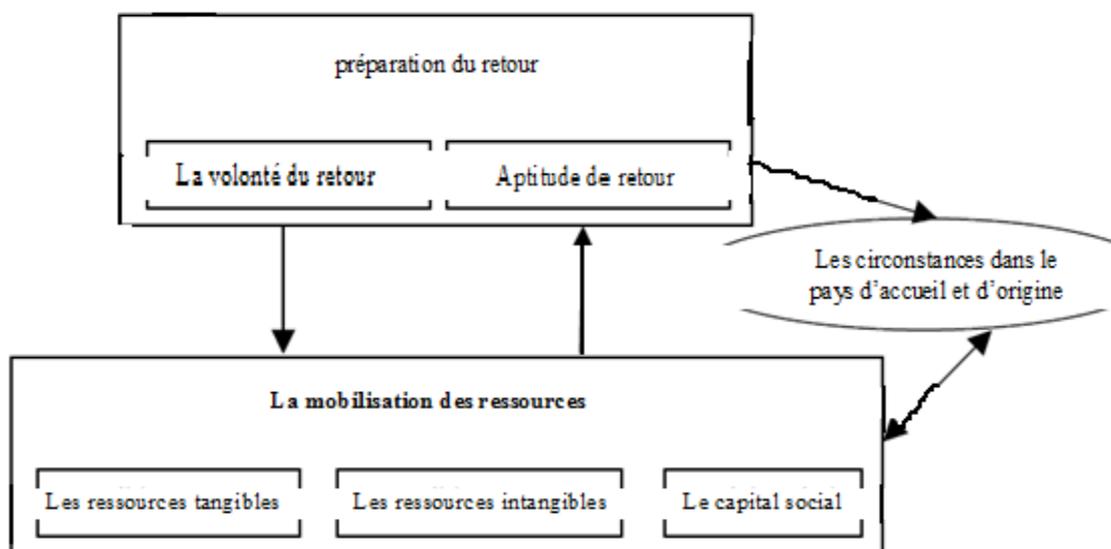
Cassarino (2004) a expliqué que le processus de retour dépend sur deux critères essentielles : premièrement la phase de préparation du retour, deuxièmement la mobilisation des ressources. Il a démontré dans son modèle théorique que la possibilité de devenir un acteur de développement dans le pays d'origine pour l'émigrant dépend sur l'importance qu'il offre à la préparation de son retour, aussi, cette préparation demande du temps, des ressources et de la bonne volonté pour être achevée.

La mobilisation des ressources étroitement liée à la théorie des réseaux³ « et aux ressources tangibles (capital financier surtout) et non tangible (contacts, relations, qualifications, connaissances directes...Etc.) qui ont été transférés durant la période d'émigration » (Cassarino, 2004). Avec tout ça, l'auteur n'a pas oublié le capital sociale de l'émigrés dans le pays d'origine, nous pensons que l'émigrés peut être attaché à son pays, sa race, sa famille et à ses amis. En général, l'auteur pense que ces deux groupes sont déterminants pour la préparation du retour de l'émigré.

La phase de préparation du retour ne dépend pas seulement sur la bonne volonté mais sur le fait d'être prêt⁴ à retourner. L'auteur a expliqué d'avantage cette phase par « un acte volontaire qui doit être supporté par une collecte des ressources suffisantes et des informations sur les conditions du poste retour au pays d'origine » (Cassarino, 2004). Il est connu que la préparation du retour est basée sur un libre choix⁵ mais selon lui pour que le retour soit fortement lié au développement du pays d'origine, la préparation de retour doit être vue par tous comme une épreuve de bonne volonté⁶.

Cassarino (2004) a éclairé les interactions entre les différents concepts utilisés dans son analyse, ainsi, il a essayé de relier ces mêmes concepts avec les circonstances (plus tard dans son article, l'auteur a résumé les circonstances dans l'actualité institutionnelle, économique et politique) dans les pays d'origine et les pays d'accueil. A partir de ces interactions, l'économiste a conclu à la formation d'un processus du retour des émigrés.

Figure 1 : décision de retour chez Cassarino.



Source: Cassarino (2004)

L'auteur a tenté de théoriser le retour des émigrés en tirant les conclusions suivantes, selon lui le retour ne représente pas un acte volontaire mais aussi une mobilisation des ressources qui demande du temps, le statut⁷ légale de l'émigré dans le pays d'accueil influence sur la phase de préparation du retour ainsi que sur la mobilisation des ressources de l'émigré. Les retournants ne diffèrent pas seulement en terme de motivation mais aussi en terme du niveau de préparation et de modèle de mobilisation des ressources. Aussi, la préparation du retour ne



dépend pas seulement de l'expérience du migrant à l'étranger mais aussi sur les changements institutionnels, économiques et politiques dans le pays d'accueil⁸.

L'auteur a aussi souligné que la préparation de retour est influencée par les circonstances dans le pays d'origine comme dans le pays d'accueil par les conditions de prés et poste retour. Finalement, l'impact du retour sur le développement du pays d'origine dépend du niveau de préparation, par exemple l'émigré qui a été expulsé au pays d'origine sans planifier son retour ne peut rien offrir à son pays d'origine car il n'a pas mobilisé les ressources suffisantes pour son retour.

II- Les études empiriques:

Beaucoup d'études empiriques ont été menées sur la probabilité de retour de la main d'œuvre qualifiée et surtout les étudiants à l'étranger, leur objectif principal était de mesurer l'ampleur de ce phénomène et d'en déduire des solutions afin de lutter contre ce fléau⁹. En Asie à titre d'exemple nous retrouvons les travaux de (Niland, 1970), (Kao and Lee, 1973) et (Zweig et Changui, 1995) en Chine et finalement l'étude de (Cortés, 1980) en Amérique latine.

Borjas et Bratesberg en (1994), dans leur fameux article « Who migrate ? »¹⁰, ont présenté une analyse théorique et empirique des comportements des migrants qui retournent dans leurs pays d'origine. Leur modèle théorique de migration retour génère des prédictions concernant la taille et la composition des compétences des flux des émigrés retournant. Ils ont conclu que la migration de retour intensifiée est reliée au type de sélection qui a généré les flux d'immigrants en premier lieu. En d'autres termes, si le flux d'immigrants est positivement sélectionné de sorte que les immigrants ont un niveau supérieur à la moyenne des compétences, les migrants de retour seront les moins qualifiés. En revanche, si les flux d'immigrants sont négativement sélectionnés, les migrants de retour seront à leur tour les immigrants les plus qualifiés.

Dustman (1995), a présenté un simple modèle de cycle de vie où le migrant détermine simultanément la consommation et la longueur du séjour qu'il souhaite passer à l'étranger. L'objectif de l'analyse consiste à comparer les décisions prises en vertu des certains et ceux qui sont incertains dans le pays d'accueil et le pays d'origine. Ils ont aussi analysé l'épargne de précaution des travailleurs migrants avec ceux des travailleurs autochtones ainsi que l'impacte d'incertitude sur la décision de la migration et la deuxième migration.

Dominique Dos Santos et Postel Vinay ont publié en (2003) leur article intitulé « Migration As A Source Of Growth : The Perspective Of A Developing Country » où ils ont analysé la dynamique migratoire d'un pays en voie de développement et la croissance économique lorsque les travailleurs peuvent choisir librement leur emplacement. Ils ont montré que certains migrants peuvent rationnellement choisir de retourner dans leurs pays

d'origine après avoir accumulé des connaissances à l'étranger, alors que certains préfèrent rester en permanence dans le pays d'origine ou à l'étranger. Ils ont ensuite essayé de mettre en évidence l'idée que la libre mobilité des travailleurs peut avoir un effet





expansionniste. Par ailleurs, ils ont montré d'avantage que dans le long terme, moins les autochtones sont susceptibles d'émigrer plus les migrants sont susceptibles de revenir.

Iredal et al (2003) dans leur livre intitulé « Return Migration in the Asia Pacific » ont présenté une étude menée sur plusieurs pays analysant le retour des migrants qualifiés et les entreprises ainsi que l'impact qu'il peut générer aux pays d'origine spécialement l'Asie et le Pacifique. Selon les résultats préliminaires, les effets sont différents et changeants durant le temps, aussi, leurs contributions à l'économie varient selon la nature de l'environnement dans lequel les émigrants ont retourné. Ils ont ainsi mis la lumière sur les bonnes expériences de la migration retour vers le Bangladesh, la Chine, le Taïwan et le Viêtnam.

Dans l'objectif d'étudier les déterminants de l'émigration et de la migration retour au Suède, Nakbi (2006) a mené une étude intitulée « the Emigration of Immigrants, Return vs, Onward Migration : Evidence From Sweden ». Dans cette étude, l'auteur a utilisé une base de données collectée dans la Suède entre 1991 et 2000 pour la délimitation des actes des émigrés née à l'étranger entre le retour au pays d'origine et l'émigration une autre fois. La migration de retour implique l'émigration vers des pays d'origine alors que la migration ailleurs indique l'émigration vers des destinations nouvelles. L'auteur a conclu qu'en raison de la distribution des salaires et des prestations sociales, les immigrants peuvent avoir plus de motivation pour rester en Suède ou le niveau de vie est relativement plus élevé. Aussi, les immigrants hautement qualifiés ont des possibilités d'emplois limités en Suède ce qui les pousse à tenter leurs chances ailleurs.

Adda, Dustmann et Mestres ont proposé en (2006) un modèle dynamique de la migration retour, leur idée générale consiste à l'analyse des processus de la décision de retour des immigrants en utilisant un modèle dynamique. Dans chaque période, les migrants en tendance à prendre une décision, soit ils y restent soit ils retournent au pays d'origine, simultanément avec des choix de consommation et d'investissement. Ils ont aussi comparé l'intention observée de rester avec celle prédite dans leur modèle. Selon eux, les intentions observées et prévues se réfèrent aux personnes âgées de 40 à 45 ans en 1984 qui ont séjourné déjà 20 ans en Allemagne. Le modèle saisit la mise à jour observée dans les données et ils ont pu voir comment les migrants qui séjournent en Allemagne vont réviser leurs intentions à la hausse attendue au cours de leur période de migration.

Nordman et Gubert (2008) ont étudié dans le cadre du projet MIREM¹¹ le retour des migrants et la création des petites entreprises au Maghreb¹². En se basant sur les données d'une enquête publiée sur le site web du projet¹³. Ils ont conclu qu'un tiers des émigrés retournant investissent dans des projets ou dans le commerce. Sachant que cette proportion varie d'un pays à l'autre, l'Algérie enregistre la part la plus faible. Les économistes pensent que les causes de cette faiblesse en Algérie sont : premièrement, l'émigration d'une grande part des émigrés algériens au début des années soixante qui ont généralement occupé des emplois moins qualifiés





ce qui n'a pas permis d'acquérir des qualifications entrepreneuriales. La deuxième cause est reliée à l'âge des retournant, l'étude a révélé que les émigrés algériens sont en général vieux et en retraite. En général selon Nordman et Gubert, les projets des retournant dans les trois pays étudiés sont hiérarchisés comme suite : le commerce de détail, la restauration et l'hôtellerie, l'agriculture, la manufacture et la construction. Les entreprises des retournant sont financées en totalité par les transferts et ils sont souvent d'une petite taille (moins de dix employés).

Une partie très importante de leur étude consistait à l'analyse des difficultés rencontrées par les retournant, selon eux, en premier lieu on trouve les contraintes administratives, en second lieu, la compétition excessive et en dernier lieu le manque ou la non disponibilité des capitaux. Les retournant qui n'ont pas investi ont révélé que l'accès au financement représente le plus grand obstacle dans les trois pays étudiés et spécialement dans le Maroc.

Dos Santos et Wolff dans une étude récente apparue en (2010) ont indiqué que les différences communautaires relatives au niveau d'éducation, à la durée de séjour, à la maîtrise de la langue française à la localisation des membres de la famille et à l'origine de l'éventuel conjoint expliquent une part importante de l'écart observé. L'application de la technique de décomposition non linéaire a révélé que près de 70 % des écarts dans les intentions de retour entre les ressortissants du Portugal et les ressortissant de l'Espagne et de l'Italie s'expliquent par des différences dans les caractéristiques retenus, tandis qu'un tiers de l'écart observé est lié à l'effet différencié des facteurs influençant le souhait de localisation à la retraite.

Nil Demet Güngör et Aysit Tansel (2012), dans leur étude sur la Turquie, ils ont fourni des données quantitatives démontrant l'importance des facteurs non pécuniaires (tel que les considérations familiales, la décision initiale du retour, le soutiens familiale, la durée de séjour, l'expérience du travail ainsi que les formations spécialisé à l'étranger) dans la décision de retour des étudiants turques poursuivant leurs études aux grandes écoles à l'étranger. Selon eux, le plus grand impact positif sur la probabilité de non-retour se produit lorsque la déclaration de l'intention initiale est de rester par rapport à ceux qui, au départ leurs intention était de revenir. Cette constatation s'appuie sur la «Théorie de l'action raisonnée» qui prédise que les intentions façonnés par des attitudes, sont au centre du processus des décisions des individus.

Bouoiyour et Miftah (2013) ont recherché les causes du retour des migrants marocains à leur pays d'origine. Leur étude est basée sur une base de données issue d'une enquête réalisée en 2007 auprès de la communauté marocaine installée en France. Les principaux bureaux de poste de la France ont servi à la réalisation de cette enquête. Pratiquement, ils ont testé l'effet des variables explicatives sur la variation de la probabilité de retour à l'aide d'un modèle Probit. Les économistes ont conclu que « Le migrant type qui envisage retourner au pays est soit un jeune homme vivant seul (célibataire ou divorcé), n'ayant pas dépassé le niveau bac, appartenant à un ménage modeste (revenu entre 1500 et 2000€), envoyant de l'argent régulièrement au Maroc pour sa famille et pour financer un projet, ayant accumulé de l'argent durant plusieurs années et enfin possédant une maison au Maroc (ou envisage de la construire). Soit un étudiant » (Bouoiyour et Miftah, 2013).



III- Migration retour et entrepreneuriat en Algérie:

Sur la même enquête MIREM¹⁴ exploitée par Nordman et Gubert en (2008) et à l'aide de la conception théorique de Cassarino (2004) nous allons se baser pour analyser le profil des émigrés algériens de retour, leurs mobilisation des ressources, leurs préparation du retour, leurs contribution dans le développement de l'Algérie ainsi que les difficultés rencontrés et les solutions proposé par ces mêmes émigrés de retour interrogés. L'équipe de recherche a défini le migrant de retour comme « Toute personne retournant vers le pays dont elle est ressortissante,

au cours des dix dernières années, après avoir été un migrant international (à court ou long terme) dans un autre pays. Le retour peut être temporaire ou permanent. Il peut également être décidé de manière autonome par le migrant ou contraint par des circonstances imprévues ». Selon les chercheurs, deux grandes catégories de migrants de retour ont été prises en compte : Les migrants décidant, sans contraintes, de rentrer dans leur pays d'origine et les migrants forcés à retourner dans leur pays d'origine.

En Algérie l'enquête a été établie par une équipe de recherche de CREAD¹⁵. L'étude a été menée à base d'un grand questionnaire¹⁶ de plus de 40 pages, il est composé de trois phases : Avant l'émigration, durant le séjour à l'étranger et après le retour au pays d'origine. Nous pensons que cette structure permet d'apprécier la manière dont les nombreuses variables sociodémographiques et économiques ont évolué avant le départ, durant le séjour à l'étranger et depuis le retour du migrant dans son pays d'origine. Dans ce qui suit nous allons essayer d'analyser les résultats de cette enquête en suivant le modèle théorique de Cassarino (2004). Nous allons le faire en comparant à chaque fois les deux sexes.

La figure suivante montre la nature d'émigration, en général, 95,5% des algériens étudiés ont effectués une émigration régulière, 1,8 % une émigration irrégulière sans documents officielles et 2,8% avec de faux documents. Les femmes ont plus tendance à émigrés d'une façon régulière, 98% d'entre eux ont émigrés régulièrement contre 95% chez les hommes.

Figure 2: La nature d'émigration

	Masculin	Féminin	
Avec des documents officiels	273	44	317
Sans documents officielles	5	1	6
Avec de faux documents	9	0	9
Total	287	45	332

1- Les ressources non tangibles:

La figure suivante montre le fait de la poursuite des études par les émigrés algériens. En général, environ 24,7% ont poursuivi des études dans les pays d'accueil. 24,4 % des femmes ont poursuivi des études à l'étranger pas loin du pourcentage des hommes (24,7 %).

Figure 3 : la poursuite des études dans le pays d'accueil.

	Masculin	Féminin	
Oui	71	11	82
Non	216	34	250
Total	287	45	332

Dans ce qui suit, toujours dans le cadre de la mobilisation des ressources tangibles, il est clair dans le tableau croisé suivant que 8% d'entre les femmes émigrées ont fréquenté des cours de formation professionnelle dans le pays d'accueil contre 17% des hommes. Ce résultat montre que les hommes qui ont émigrés pour travailler ont plus tendance à apprendre une profession pour pouvoir travailler contrairement aux femmes qui sont dans leurs majorités des femmes au foyer.

Figure 4 : la formation professionnelle à l'étranger

	Masculin	Féminin	
Oui	49	4	53
Non	238	41	279
Total	287	45	332

Il est clair d'après cette brève analyse que les hommes enquêtés ont acquis plus de ressources non tangibles que les femmes durant leur séjour à l'étranger. Nous pensons que la cause principale de cette différence se trouve dans la culture, la religion et la mentalité des Algériens qui prédisent que la mission principale de la femme est d'élever les générations futures.

2- Les ressources tangibles :

Les ressources tangibles peuvent être de l'argent, des biens ou des machines de production nous allons résumer tout ça par les transferts de fonds. La figure suivante montre que 2% des femmes envoient de l'argent une fois par mois, 4,5% une fois par trimestre, 4,5% une fois par semestre, 8,8% une fois par an, 4,5% d'une façon non régulière et 75,5% n'ont jamais envoyé de l'argent au pays d'origine. En ce qui concerne les hommes 4,8% une fois par mois, 12,9% une fois par trimestre, 12,5% une fois par semestre, 16,3% une fois par an, 10,8% d'une façon sporadique et 42,5% n'ont jamais transféré des fonds vers l'Algérie.

Figure 5 : Fréquence des transferts de fonds vers l'Algérie.

	Masculin	Féminin	
Une fois par mois	14	1	15
Un fois tous les trois mois	37	2	39
Une fois tous les 6 mois	36	2	38
Une fois par an	47	4	51
De façon sporadique	31	2	33
Jamais	122	34	156
Total	287	45	332

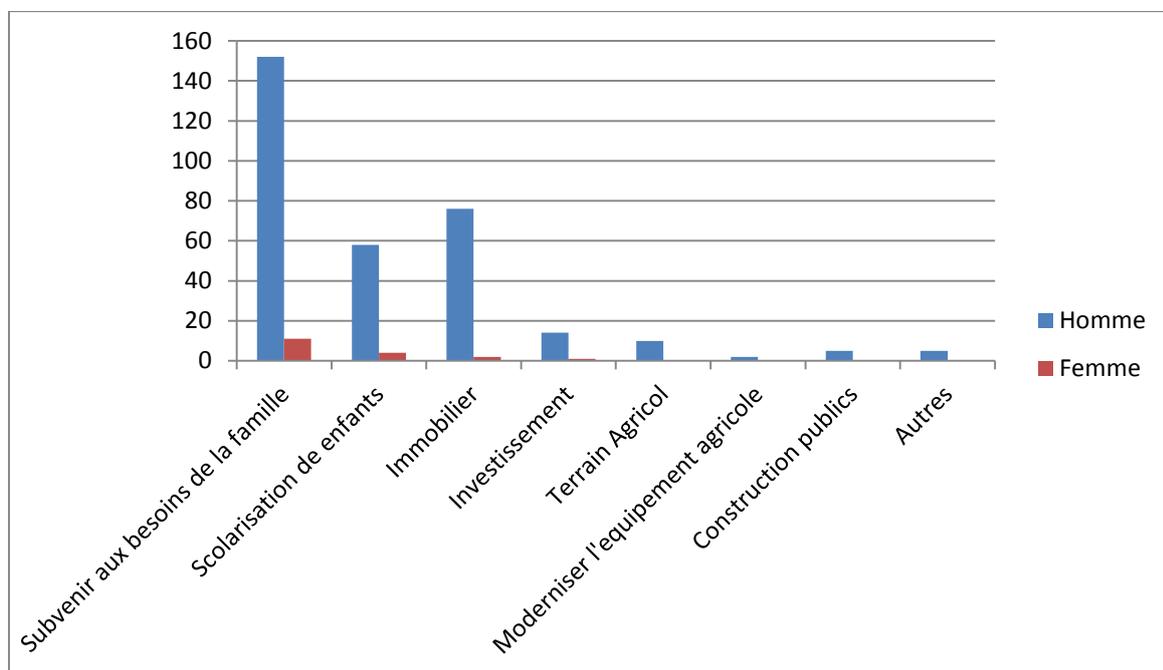
Dans le même ordre d'idée et après avoir montré que les hommes transfèrent fréquemment de l'argent au pays d'origine que les femmes, nous allons comparer les montants transférés par les deux sexes. Il est clair d'après le tableau croisé suivants que les courbes sont renversées. 36,3% des femmes transferts moins de 200 Euro par an, 27,27% transfert de 200 à 500, 27,27 % transfert de 501 à 1000 et 9 % envoient plus de 1000 Euro par ans vers l'Algérie. Pour les hommes, 12,12% envoient moins de 500 Euro par ans, 26,06% transfèrent de 200 à 500, 21,8% envoient entre 501 et 1000 et 40% transferts plus de 1000 Euros par an.

Figure 6 : Les montants des transferts envoyés par an.

	Masculin	Féminin	
Moins de 200 Euros	20	4	24
de 200 a 500 Euros	43	3	46
De 501 a 1000 Euros	36	3	39
Plus de 1000 Euros	66	1	67
Total	165	11	176

Encore une fois, les résultats de l'enquête ont démontré que les ressources tangibles comme les non tangibles sont plus mobilisé par les hommes que par les femmes, ce qui peut être expliqué a notre avis par les valeurs des Algériens. La figure suivante montre les destinations des transferts de fonds dans les pays d'origine. Il est claire la principale destination des transferts des hommes est la subvention aux besoins des membres de la famille restants en Algérie. L'achat de l'immobilier vient au second rang suivi par la scolarisation des enfants. L'investissement occupe le quatrième rang suivi par l'acquisition des terrains agricoles, la construction public et la modernisation des équipements agricoles. Pour les destinations des transferts des femmes aux pays d'origine les priorités sont différentes. La principale destination est celle de la subvention aux besoins de la famille tout comme les hommes suivie par la scolarisation des enfants¹⁷, l'achat des biens immobilier et une toute petite part pour l'investissement.

Figure 7: Les destinations des transferts de fonds en Algérie.



3- Le capital social:

Constitue le troisième élément de la mobilisation des ressources qui peut être défini par l'attachement de l'émigré au pays d'origine¹⁸. Dans ce qui, nous allons mesurer le capital social par les fréquences de visites au pays d'origines. La figure suivante montre que 15,5% des femmes visite l'Algérie deux fois au minimum par an, 31,1% une fois par an, 4,4% moins d'une fois par an, 11,11 d'une façon irrégulière et 37,7% n'ont jamais visité l'Algérie avant leurs retour final. Pour les hommes, 16,37 % visite l'Algérie deux fois au minimum par an, 39% une fois par an, 6,9% moins d'une fois par an, 9% d'une façon sporadique et 28,5% n'ont jamais visité l'Algérie avant le retour final.

Figure 8: Fréquences des visites de l'Algérie.

	Masculin	Féminin	Total
Deux ou plusieurs fois par an	47	7	54
Une fois par an	112	14	126
Moins d'une fois par an	20	2	22
De façon sporadique	26	5	31
Jamais	82	17	99
Total	287	45	332

Dans son travail théorique Cassarino a pensé que la mobilisation des ressources a un impacte sur l'aptitude du retour passant par les circonstances dans les pays d'origine et de destination. Le projet MIREM a été lancé en décembre 2005 et terminé en décembre 2008, une

période relativement stable par rapport à la décennie noire en Algérie et les conséquences dévastatrices de la crise financière.

IV- La réalité de l'entrepreneuriat des retournées:

Nous allons présenter dans cette partie les évidences des retours des femmes émigrées ainsi que leurs entrepreneuriats toujours en comparaison avec le premier sexe. La figure suivante montre la nature du retour, pour les femmes plus de 75% avaient effectué un retour décidé contre 80% du côté des hommes. Nous pensons que les retours imposés ou forcés par les circonstances extérieures sont les mêmes pour les deux sexes sauf que dans la famille, il est connu dans la société algérienne que les hommes sont en majorité les décideurs.

Figure 9 : La nature du retour

	Masculin	Féminin	
Décidé	231	34	265
Imposé/forcé par les circonstances	56	11	67
Total	287	45	332

La nature du retour a un impacte significatif sur l'entrepreneuriat, un retour forcé, veut dire que l'émigré n'a pas préparé son retour ce qui veut dire l'absence ou l'insuffisance des ressources mobilisées traduit par la l'inaptitude d'entreprendre. Donc ce point décourage l'entrepreneuriat féminin d'avantage. Le tableau suivant montre l'évidence de la réalisation des projets d'investissement en Algérie après les retours des émigrés. Il montre que l'entrepreneuriat est très faible en comparaison avec celle des hommes, seulement 4,4% des femmes ont réalisé un seul projet d'investissement après leur retour. En ce qui concerne les hommes, 15% ont réalisé un seul projet d'investissement, 1,7 % ont réalisé deux projets, 1% trois projets et 1,4% ont réalisé plus de trois projets.

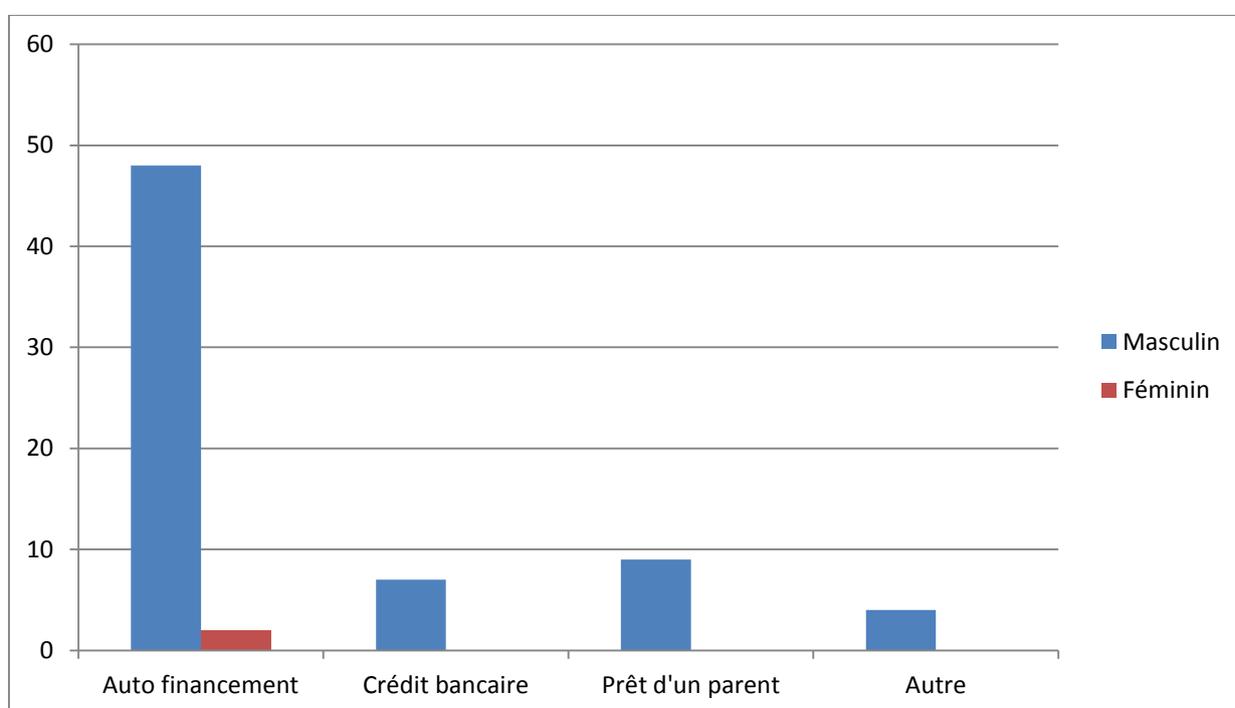
Figure 10 : La réalisation des projets d'investissement en Algérie

	Masculin	Féminin	
Non	232	43	275
Oui, un seul projet	43	2	45
Oui, deux projets	5	0	5
Oui, trois projets	3	0	3
Oui, plus de trois projets	4	0	4
Total	287	45	332

Les émigrés de retours ont révélé qu'ils n'ont pas eu de difficultés personnelles lors de la réalisation de leurs projets d'investissement. Les hommes ont déclaré comme il est clair dans la figure suivante que la plus part de leurs investissements sont auto financés, financé par

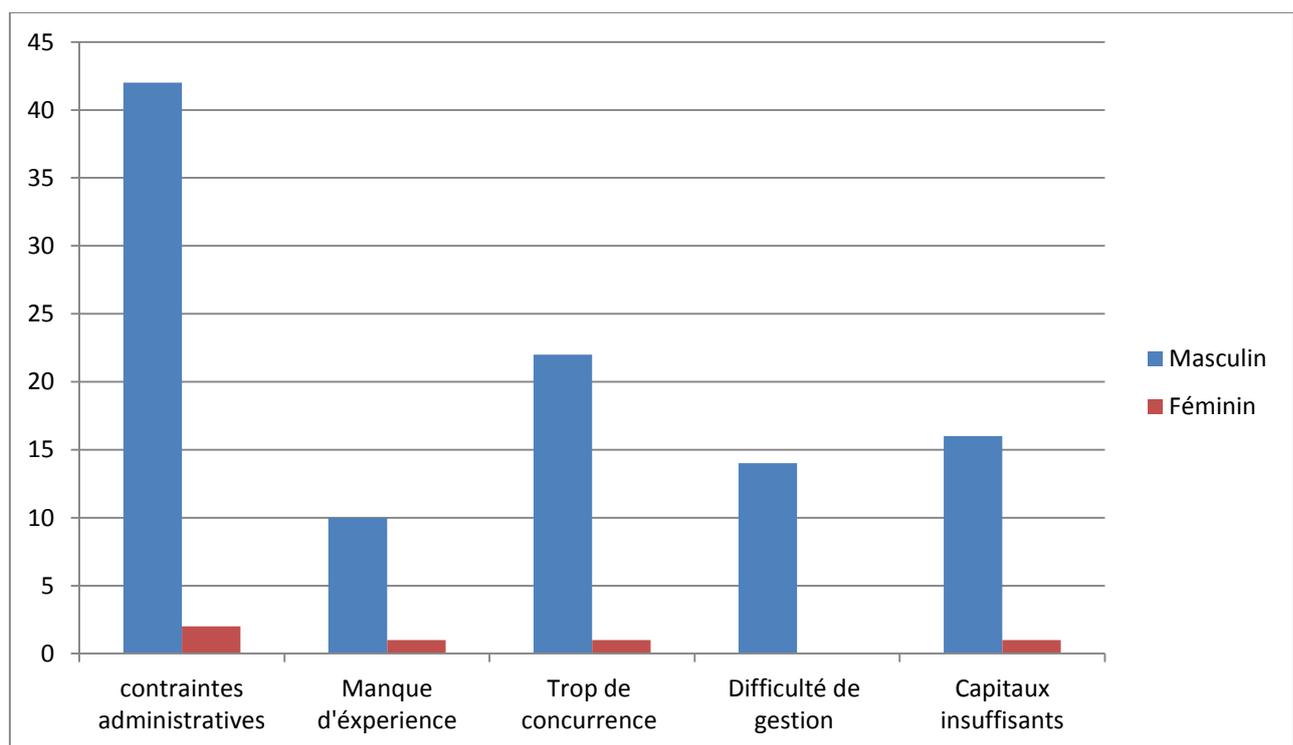
un prêt d'un parent ou un crédit bancaire. La part minime des investissements féminins sont en totalité financés par leurs propres fonds.

Figure 11 : les modes de financement des projets d'investissement



Les émigrés de retour ont pensé que les principales contraintes de l'investissement sont pour les hommes classés comme suite : contraintes administratives, concurrence forte, insuffisance de capitaux, difficulté de gestion et le manque d'expérience. Pour le deuxième sexe les contraintes administratives, le manque d'expérience, l'insuffisance des capitaux et la forte concurrence sont les principales contraintes.

Figure 12 : les obstacles de l'entrepreneuriat



En ce qui concerne les choix des solutions proposé par l'équipe de recherche MIREM, les émigrés les ont classé comme suite : la facilitation des procédures, la mise a disposition des terrains, les crédits bonifiés, un meilleur environnement institutionnel, les infrastructures, les avantages fiscaux, les primes a l'investissement, l'assistance, les avantages douanier et la mise en disposition des banques de projet. Pour le deuxième sexe, on retrouve au premier rang les

crédits bonifiés suivis par la disponibilité des terrains, la facilitation des procédures, les infrastructures, l'environnement institutionnel et l'assistance.

Figure 13 : les avantages pour inciter les personnes souhaitant revenir et y investir

	Masculin	Féminin	
Mise à disposition de terrains	57	9	66
Crédit bonifié	43	14	57
Prime à l'investissement	7	0	7
Facilitation des procédures	82	6	88
Assistance technique/conseil	6	2	8
Mise à disposition de banques de projets	4	0	4
Dégrèvements/avantages fiscaux	11	0	11
Avantages douaniers	6	0	6
Infrastructures	17	5	22
Meilleur environnement institutionnel	24	5	29
Autres	29	4	33
Total	286	45	331



En général, les sources de financement et les contraintes administratives représentent les principaux obstacles aux femmes autant qu'investisseurs issus de l'émigration retour. Contrairement aux hommes qui pensent que les facilités administratives sont au premier rang suivi par les ressources de financements.



Conclusion générale:

En Algérie en général, comme nous l'avons présenté dans la partie théorique à travers les travaux de Gubert, l'entrepreneuriat est très faible par rapport au Maroc et à la Tunisie. Cette étude a montré que l'entrepreneuriat féminin en Algérie est aussi très faible si l'on compare avec l'entrepreneuriat des hommes.

Les femmes algériennes vivants à l'étranger sont généralement des femmes au foyer qui ne disposent pas de sources de revenu. La minorité des femmes ayant une source de revenu ont tendance à aider le reste de la famille au pays d'origine ou bien la scolarisation des enfants. Aussi, l'étude a révélée que les femmes ont eu plus de retour forcé que les hommes. Nous avons expliqué cette différence par les retours imposés ou forcé par les circonstances extérieures sont les mêmes pour les deux sexes sauf que dans la famille, il est connu dans la société algérienne que les hommes sont on majorité les décideurs.

En général et en suivant le raisonnement de Cassarino (2004), les femmes retournées en Algérie n'ont pas mobilisé suffisamment de ressources tangibles et non tangibles malgré leurs attachement à leur pays d'origine ce qui rendu leurs action d'entrepreneuriat limitée. Nous pensons que la cause principale de cette différence se trouve dans la culture, la religion et la mentalité des algériens qui prédise que la mission principale de la femme est d'élever les générations future.





Références bibliographique:

Bartolomeo A D, Jaulin T & Perrin D; "CARIM –Migration Profile: Algeria" CARIM working papers, December 2010.

Bhagwati J & Hammada K "The Brain Drain; International Integration of Markets for Professionals and Unemployment: A Theoretical Analysis" number 102; February 1973.

Bijak J "Forecasting International Migration: Selected Theories, Models, And Methods", CEFMR Working Paper4/2006

Borjas G, "Who Leaves? The Out Migration Of The Foreign-Born" NBER Working Paper Series N°4913, 1994.

Bouoiyour J et Miftah A (2013) « Le retour des migrants marocains dans leur pays d'origine, quand ? Dans quelles circonstances? » MPRA Paper No. 46114.

De Haas, H. (2006) 'Engaging Diasporas: How Governments and Development Agencies can Support Diaspora Involvement in the Development of their Origin Countries', International Migration Institute (IMI), University of Oxford, for OXFAM NOVIB.

De Haas, H. (2008) "Migration and Development: a theoretical perspective", International Migration Institute (IMI), University of Oxford, for OXFAM NOVIB.

Dos Santos M D and Postel-Vinay "Migration as a Source of Growth: The Perspective of a Developing Country" Journal of Population Economics, Vol. 16, No. 1, 2003, pp. 161-175.

Grubel H and Scott A D, "The International Flow of Human Capital" The American Economic Review, Vol. 56, No. 1/2 (Mar. 1, 1966), pp. 268-274.

Gubert F & Nordman C J « Migration Trends in North Africa : Focus on Morocco, Tunisia and Algeria" OCDE, Vol 4; 2009.

Harris J et Todaro Migration, Unemployment and Development: A Two-Sector Analysis American Economic Review 60: 126-142.

Jochen & Schumann, "International Migration and Social Capital" CREAM (2004).

Lewis A « Development with Unlimited Supply of Labour" School of Economic and Social Studies, Manchester. 1954.

Marfouk A, « la Fuite des Cerveaux en Afrique : Ampleur et Déterminants », Université libre of Bruxel, Tripoli ; October 2007.

Nordman, J et Gubert, F, (2008). Return Migration and Small Enterprise Development in the Maghreb. MIREM Analytical report, MIREM AR2008-02, RSCAS/EUI, Florence, 2008.

OECD (2010), "Entrepreneurship and Migrants", Report by the OECD Working Party on SMEs and Entrepreneurship, OECD.

Stark O & Bloom D E "The New Economics of Labor Migration" American Economic Review, 75(2): 173–178, 1985.

The Migration and Remittances Factbook, World Bank 2011.





Les Marges

¹ Tel que la théorie de Cassarino (2004) que nous allons présenter dans la décision de retour à la fin de cette section.

² Nous allons détailler ce canal dans le dernier chapitre.

³ Présentée dans le premier chapitre.

⁴ En anglais l'auteur a utilisé le mot « Readness »

⁵ Introduit dans le Council Of Europe (1987)

⁶ Encore une fois l'auteur a utilisé le mot readness « proof of readness »

⁷ L'auteur l'a illustré par l'exemple fourni par (King 1986, 19; Dustmann 2001) qui prédisent que les émigrés qui ont une expérience ni courte ni longue pour investir le capital humain et financier acquis.

⁸ Selon l'auteur ces changements ont des répercussions sur la façon dans laquelle la mobilisation de ressources s'effectue.

⁹ Le non retour des étudiants

¹⁰ Vous retrouvez tout les Working Papers de Borjas sur le site officiel du Bureau National des recherches économiques sur le site : www.nber.org.

¹¹ Migration de Retour au Maghreb

¹² L'étude n'a pris en compte que les trois pays méditerranéens l'Algérie, le Maroc et la Tunisie.

¹³ www.mirem.eu/donnees/statistiques/statistiquesforstatisticsbasedoncensusdata.

¹⁴ <http://rsc.eui.eu/RDP/fr/research-projects/mirem/>

¹⁵ Centre de recherche en l'économie appliquée pour le développement

¹⁶ Disponible sur le site du projet MIREM.

¹⁷ Cela me rappelle les résultats des études menées au Bangladesh sur le micro crédit qui ont révélé que les gains des femmes sont déposés pour l'intérêt de la famille contrairement à ceux des hommes.

¹⁸ Nous pensons que cet attachement est négativement corrélé au degré d'intégration des émigrés dans le pays d'accueil.

